

Belgian Disability Forum asbl (BDF)

Conseil d'administration – 13/10/2020

Procès-verbal

Version officielle du rapport. La version néerlandaise est traduite de manière informelle avec l'aide du logiciel DeepL pour la facilité des membres néerlandophones du CA.

Présents :

Gisèle	Marlière	GM
Thomas	Dabeux	ThD
Veerle	Van Den Eede	VVDE
Peter	Schlembach	PSCH

Secrétariat :

Khadija	Bensalah	KBH
Véronique	Duchenne	VDE
Olivier	Magritte	OME

Excusé :

Pierre	Gyselinck	PG
Emilie	De Smet	EDS

A01) Approbation des rapports :

a) du CA du 15/09/2020

- VVDE demande au point 6 de modifier le commentaire de la manière suivante: « la VFG est surtout impliquée dans le suivi adultes
- pour le surplus, approuvé

A02) UE – Recovery & Resilience Facility Plan – Consultation : Courrier au Premier ministre :

- Le secrétariat explique que
 - i. le courrier a été envoyé, par e-mail au Premier ministre, puis que le secrétariat lui a demandé de le transmettre au cabinet du Secrétaire d'Etat Dermine qui a en charge ce dossier
 - ii. Jusqu'à présent pas de réaction concrète. Aucune certitude que le cabinet Dermine l'a reçu. Toujours pas d'adresse e-mail disponible. Idem pour plusieurs cabinets fédéraux...
 - iii. Copie a été envoyée aux Ministres-Présidents. Accusés de réception de la RW et de la FWB
 - iv. Copie pour information a été envoyée à la collaboratrice de messieurs Lutgen et Arimont qui avaient incité le BDF à interpeler
 - v. Copie a été envoyée à Haydn Hammersley (EDF)
 - vi. Il demande au CA s'il faut envisager d'autres actions ???

- b) GM : les cabinets se mettent en place donc normal qu'on n'ait pas encore de réponse. Il faudrait que le CSNPHait un entretien avec la Ministre, de même dans les régions entre le politique et le conseil d'avis. Je vais déjà aborder ce point au comité handicap Wallonie en divers afin que cela soit relayé auprès de Morreale. Aussi relayer chez Noozo..
- c) VDE : les projets peuvent être inclusifs handicap mais il faut que le politique soit convaincu... les FSE vont peut-être plus attentifs aux contenus des projets mais ça ne veut rien dire.. Il ne faudrait pas que ce financement n'aille qu'à l'économie..
- d) GM : je pense au financement des allocations, est-ce qu'il n'y aurait pas moyen qu'il y ait un nouveau système avec une programmation dans 5 ans par ex.. quel était le budget du projet de réforme Courard combien
- e) VDE : je voyais plus des projets environnementaux, rail pas accessible, etc. ma préoccupation est que l'enveloppe des 5 milliards ne parte pas qu'à l'économie.. il faut aussi des projets sociétaux.

A03) UE – Directive accessibilité du web – services publics

- a) Processus d'évaluation : Fédération Wallonie Bruxelles
 - OME explique que la collaboratrice (technique)
 - i. a été enchantée de la collaboration avec le BDF
 - ii. a bien compris que nous agissions pour l'aider en l'absence d'un conseil d'avis H en FWB
 - OME précise qu'un courrier sera envoyé au Ministre-président pour souligner qu'il n'est pas normal que le BDF doive suppléer à l'absence d'un conseil d'avis PH en CFWB. Il n'en a pas les capacités et donc son intervention n'a qu'une valeur limitée. Il l'a fait dans le soucis de « dépanner » une collaboratrice dont la mise en place d'un conseil d'avis n'est pas la tâche. Cela ne peut pas se reproduire (en plus diplomatique)
- b) Processus d'évaluation : Fédéral (Fedict)
 - OME explique que le « bonhomme » de Fedict est revenu vers le BDF avec une demande d'évaluation des sites. Le secrétariat n'y a pas accordé la priorité : nous avons déjà par deux fois accepté de collaborer avec ce personnage. Les 2 fois cela a impliqué un investissement en temps important et en urgence à des moments où l'agenda était particulièrement chargé. Une réponse va être préparée à tête reposée et vous sera soumise par e-mail
 - Thd : c'est celui qu'on a déjà vu
 - GM : quand il a besoin, il vient... puis plus rien pendant 8 mois
 - VDE : en plus il était prévu la création d'un organe de suivi... Anysurfer était prévu
 - GM : demander de rappeler qu'il doit y avoir un organe et que nous ne pouvons nous substituer à d'autres. Ce n'est pas une collaboration, mais une utilisation détournée
 - ThD : oui et il y en a d'autres que Anysurfer
 - GM : ici c'est plutôt une utilisation de collaboration détournée donc réponse négative à Fedict.

A04) UE – FSE : Etat de la situation : Christine Van Hercx (CE) et Xavier Godard (CE)

- GM souhaite la bienvenue aux deux intervenants. Elle demande de bien vouloir excuser Pierre Gyselinck, Président retenu pour des raisons familiales et Emilie Desmet, Vice-Présidente, souffrante
- GM explique que le BDF accorde beaucoup d'importance à l'enjeu FSE. Il souhaite avoir des clarifications sur l'évolution des procédures FSE et sur les modalités selon lesquelles les Etats membres doivent rentrer des projets. Doivent-ils être temporaires

ou peuvent-ils être pérennes ? La modification de la législation sur les allocations pourrait-elle être un projet recevable ?

- Xavier Godard :
 - La Programmation 2020-2021 continue pour l'instant. Il y a 4 programmes opérationnels : Flandre, RBxl (emploi uniquement), RW + FWB (y compris Cocof) et CG. Il y a aussi une programmation Feder, en parallèle
 - A cause de Covid-19, la CE a lancé un appel « React EU » sur les 2 années à venir pour soutenir la relance économique suite à la crise. Les axes principaux en sont : la requalification, l'apprentissage tout au long de la vie...
 - La CE a aussi lancé une programmation de plus long terme en gestion directe avec les états : Recovery & Resilience Facility qui propose un financement principalement sous forme de prêts. On en est encore aux balbutiements. La CE attend les plans nationaux pour fin de l'année, puis la finalisation sera actée à la fin du premier trimestre 2021.
 - Ensuite, viendra la programmation FSE 2021-2027. Le travail a été entamé avec l'annexe B. C'est dans ce cadre-là qu'une action pourrait être envisagée, car cela se situe dans le long terme.
 - De toutes façons, il s'agira d'une négociation entre la CE et la Belgique. Nous avons donné notre avis sur la manière dont la Belgique utilise les fonds FSE : certains éléments d'inclusion ne sont pas assez avancés. L'école inclusive, la possibilité de choix du lieu de vie sont des aspects sur lesquels la Belgique est quasiment absente.
- ThD demande quel est le timing pour mettre en place les nouveaux programmes
- Xavier Godard répond que les négociations doivent avoir lieu et être finalisées en 2021
- ThD demande s'il y a des modalités pratiques d'action pour les organisations de personnes handicapées ?
- Xavier Godard répond que
 - si le travail est bien réalisé, les gouvernements belges doivent consulter la société civile
 - faire financer le budget personnel ou une réforme des allocations dans le cadre de ces fonds sera difficile, voire irréalisable
- ThD demande s'il est possible de faire pression sur la manière dont les gouvernements remplissent leurs obligations
- Xavier Godard répond que oui : le BDF peut écrire aux gouvernements pour demander d'être consulté
- VDE : ces courriers nous les avons faits en juillet et nous avons envoyé un deuxième courrier dès que le gouvernement fédéral a été mis en place
- Xavier Godard confirme que c'est maintenant que il faut « taper fort ». Au niveau des services de la Commission, nous allons également évaluer si l'état rencontre les « conditions favorisantes ». Parmi celles-ci, il y a l'UNCRPD. Il s'agira d'évaluer si la Belgique a mis en place une stratégie de désinstitutionnalisation et une stratégie d'inclusion. Nous enverrons un rapport à l'Etat belge en disant : « En RW, il manque ceci... En Flandre, il manque cela... ». Donc, il serait bien de souligner dans un courrier que la CE va analyser le plan de la Belgique, notamment au niveau de ces « conditions favorisantes » et que le BDF est prêt à aider le gouvernement à les rencontrer.
- GM annonce qu'elle participera au comité handicap de l'Aviq lundi prochain. Dans les « divers », elle demandera des précisions à ce niveau. Elle demande qui est le ministre qui gère ces dossiers.
- Xavier Godard est clair : cela se situe chez le Ministre président. C'est lui qui tient le crayon
- OME demande qui doit-on mettre en copie ou informer à la CE quand on écrit aux gvt ? Vous ???

- Xavier Godard répond qu'il n'a pas à demander à l'Etat membre de nous rendre des compte. Par contre, si on voit que l'Etat n'a rien fait, on pourra l'interroger sur le non suivi... Donc être au courant des interpellations de la société civile peut être utile
- Xavier Godard précise : « on aimerait être plus « sociétal », notamment au niveau de l'inclusion scolaire et pas seulement axé « mise à l'emploi » comme c'est le cas actuellement et depuis des années. Là, vous avez un rôle à jouer... »
- Thd demande s'il n'est pas trop tard pour interpellier au niveau des communautés ou régions ?
- Xavier Godard répond qu'il n'est jamais trop tard. Il est important que ce soit lié à la mise en autonomie. Le sujet n'a jamais atteint le premier stade, le premier combat. Après, l'associatif devra aider les gouvernements à développer des actions concrètes
- ThD demande si les négociations se font directement avec les régions
- Xavier Godard répond que pour RRF, les négociations ont lieu avec le fédéral, tandis que pour le FSE, c'est avec les régions. Nous vous incitons à faire beaucoup de lobbying. Nous sommes toujours prêts à discuter, à expliquer et à préparer des projets
- VDE demande à Madame Van Herck comment cela se passe en Flandre. Y a-t-il plus de contacts avec l'associatif ?
- Christine Van Herck explique qu'ils ont l'impression que les personnes handicapées, en Flandres peuvent bénéficier d'un soutien plus fort en Flandre
- VvdE explique qu'elle ne sait pas de quelle manière se passent les contacts à ce niveau-là
- Christine Van Herck explique que le gouvernement consulte les ONGs, mais il est difficile de savoir quelles ONGs sont consultées.
- VDE demande si pour la CG cela se fait en même temps que pour la RW
- Xavier Godard répond que non. Cela se fait de manière spécifique. Mais, le budget total pour la CG est de 11 millions d'€ sur 7 ans. L'enveloppe potentiellement disponible est donc faible par rapport aux 450 millions d'€ de la RW. La CG est plus dans des réflexions proches de ce qui se fait en Allemagne, comme la formation en alternance qui est très peu développée en Belgique
- ThD demande si pour Cocof, FWB et RW cela se fait ensemble
- Xavier Godard répond que oui : il s'agit d'un programme commun. BxL est un enjeu complexe car, sur ce territoire, interviennent en même temps le programme commun, le programme de la Flandre et le programme bruxellois. Il est donc difficile d'avoir une vision précise de ce qui s'y fait, par les Bruxellois
- Xavier Godard précise qu'une fois qu'un sujet est inscrit dans le programme opérationnel, tout est possible. Toutes les actions se chevauchent et tous les gros acteurs (Actiris, Aviq, Forem,...) sont toujours présents. Mais, par essence, les fonds communautaires finissent par s'arrêter. C'est à l'Etat membre à veiller à la pérennisation. Dans le domaine du handicap, il faudrait des actions qui sortent du cadre, pour l'élargir, notamment au niveau du choix du lieu de vie et au niveau de la logique d'inclusion.
- VDE fait remarquer que le BDF a déjà agi, il faudra d'autant plus se faire remarquer. Il faut aussi arriver avec des idées très consensuelles entre les organisations pour éviter que les cabinets choisissent en fonction de critères qui ne nous correspondent pas.
- Xavier Godard confirme que toutes les organisations cherchent toujours à trouver une solution pour leur thématique propre. A ce stade, l'important est de réussir à inscrire les thèmes globaux puis d'aller dans le plus précis. Par exemple, la formation des accompagnants... Le BAP c'est très bien. La personne gère elle-même. En RW, ce sont des « droits de tirage ». Au niveau de la CE, nous aimerions entendre de vous vers quoi il conviendrait d'aller qui aille dans le sens de l'UNCRPD...
- VDE fait remarquer qu'il serait intéressant de savoir à quoi ont servi les fonds FSE dans le concret

- Xavier Godard reconnaît que l'on a raté plusieurs marches par le passé. Il y a une opportunité maintenant. La période est très propice. Il faut demander la lune, parce qu'après, on aura plus que les miettes. Après, nous sommes des petits pions. La négociation se passe entre la Belgique et nous. Si cela se crispe, cela ira plus haut au niveau de la CE
- Après le départ des intervenants
 - ThD considère que l'échange était très intéressant
 - VDE propose de réécrire aux gouvernements en soulignant que la consultation est obligatoire
 - OME attire l'attention sur le fait qu'il faudrait passer la main aux conseils d'avis régionaux. Le BDF peut préparer les choses, mais il serait plus efficace que ce soit eux qui écrivent à leur Ministre-Président respectif.
 - ThD abonde en ce sens : le BDF devrait envoyer une note aux conseils d'avis en donnant les informations, en insistant sur le fait que le champ d'utilisation des FSE doit être plus large que l'emploi
 - VDE propose de téléphoner aux différents cabinets et essayer d'identifier la personne en charge
 - OME précise qu'il va faire une note rappelant le contenu de cet entretien et les courriers antérieurs. Il proposera de passer le flambeau aux conseils d'avis régionaux existants
 - PSch explique qu'au niveau de la CG, les FSE, c'est tellement lourd que ce sont les grands acteurs institutionnels qui s'y impliquent. L'expérience dit que l'on est submergé par la procédure quand on s'y engage. Il serait intéressant de faire pression sur la DSL pour qu'elle soutienne des projets dans tel ou tel domaine

A05) UNCRPD – Préparation du rapport alternatif 2-3 suite au rapport officiel de la Belgique : état de la situation

- OME explique que le secrétariat :
 - avance dans la préparation de l'intégration des fiches. L'objectif est de disposer de fiches reprenant un maximum d'apports des organisations et d'illustrations pour la première réunion du Comité de suivi : ce sera la base de discussion
 - va prendre contact avec Marine Uldry (EDF) pour la mettre au courant du processus en cours au niveau belge et avoir ses conseils pour la rédaction du rapport alternatif 1-2. C'est aussi l'occasion de faire savoir à l'EDF que le BDF fait du travail avec ses organisations membres
 - reçoit régulièrement les apports de la Ligue Braille et de Kleines Forum. Il a également reçu confirmation de l'ASPH que leurs apports arriveront avant la semaine de Toussaint
- GM confirme pour l'ASPH

A06) UNCRPD – COSP – Réunion Coormulti : mardi 10/11/2020 AM

- OME explique que
 - i. les AE ont envoyé un Save the date pour une réunion Coormulti le 10/11/2020 avant-midi (avant le CA). La demande de corrections de la liste des personnes de contact a été introduite. Pour IB, il n'a pas eu confirmation qu'elle l'a bien reçue.
 - ii. Un e-mail a été envoyé à Marine Uldry pour s'assurer de qui sont les candidats à soutenir :
 1. 6 candidats européens ont été nommés dont 4 venant de pays de l'UE:
 - Ms. Sif Holst ([English](#)) – **Denmark**

- Ms. Claire Lucille AZZOPARDI LANE ([English](#)) - **Malta**
 - Ms. Ivanka JOVANOVIĆ ([English](#)) - Serbia
 - Mr. Jurij Toplak ([English](#) | [French](#) | [Spanish](#)) - **Slovenia**
 - Ms. Yuliia SACHUCK ([English](#)) - Ukraine
 - Ms. Katarzyna Roszewska ([English](#)) - **Poland**
2. La liste complète des nominé.e.s est disponible ici : <https://www.ohchr.org/EN/HRBodies/CRPD/Pages/Elections2020.aspx>.
 3. Pour l'instant l'EDF n'a pas de position publique sur les candidats à soutenir, Marine Uldry nous tiendra au courant.
- iii. Le thème et les sous-thèmes de la COSP 2020 sont :
1. "Thème général" : Une décennie d'action et de résultats pour un développement durable inclusif : mettre en œuvre la CDPH et l'Agenda 2030 pour toutes les personnes handicapées
 2. Table ronde 1 : Le handicap et les entreprises : réaliser le droit de travailler dans des environnements ouverts, inclusifs et accessibles aux personnes handicapées.
 3. Table ronde 2 : Répondre aux droits et aux besoins des personnes âgées handicapées : vieillissement et tendances démographiques (coprésidée par le Liberia et l'OSC)
 4. Table ronde 3 : Promouvoir des environnements inclusifs pour la pleine mise en œuvre de la CDPH (coprésidence par la Finlande et l'OSC)
 5. Thème transversal : Renforcer le renforcement des capacités pour mettre pleinement en œuvre la CDPH et les SDG en faveur des personnes handicapées, en particulier les femmes et les filles handicapées. (En réponse au 25ème anniversaire de Beijing+ et à d'autres commémorations pertinentes des repères historiques dans l'agenda mondial cette année)"
- VDE considère qu'il serait intéressant qu'il y ait une personne par table ronde
 - GM abonde dans ce sens et annonce qu'elle se rendra disponible. Il serait bien que l'on soit disponibles en nombre
 - PSch note la date mais n'est pas sûr qu'il sera libre
 - GM demande si le secrétariat aura l'occasion de produire une note préparatoire
 - OME confirme qu'il en produira une. De toutes façons, il le fait toujours quand il doit représenter le BDF dans une telle réunion

A07) SDGs - Capsules vidéo : demande de subside CFDD

- OME explique qu'il a préparé la demande de subside. Deux questions se posent :
 - i. Le CA est-il d'accord pour l'envoyer et de mentionner que le BDF n'emploie pas de personnel et n'a pas de numéro ONSS ?
 1. Le CA marque son accord et confirme qu'il ne faut pas mentionner de personnel.
 2. GM propose de mettre en copie de l'envoi M. Van de Waele qui représentait l'IFDD à l'AG et, éventuellement d'avoir un contact avec lui pour savoir comment cela va se passer
 - ii. Le CA est-il d'accord d'avancer sur la commande de l'adaptation des vidéo indépendamment de l'obtention de ce subside ? Le travail a été fait et le principal a déjà été dépensé...
 1. Le CA marque son accord. On est déjà fort avancé et ne pas l'adapter reviendrait à tout « jeter ». Il convient que si le subside est obtenu cette année, on adapte et on demande la

facturation cette année. À l'inverse, si l'on doit produire sur fonds propres, on demande que la facturation ait lieu cette année

A08) Utilisation des terminologies « personne handicapée » ou « personne en situation de handicap » (ThD)

- ThD : avait constaté que dans le cadre EPU, nous utilisons constamment « personne handicapée », « enfant handicapé »... L'expression est très dure à avaler pour lui. En France, en Suisse au Canada, il utilisent « personne en situation de handicap ». Il serait donc peut-être temps de l'adapter pour se mettre en conformité avec la terminologie UNCRPD
- OME explique que :
 - i. La question avait été débattue il y a une quinzaine d'années. La décision avait été de s'en tenir à l'expression reprise dans la législation et qui avait fait l'objet d'un large consensus de la part des organisations représentées au CSNPH et au BDF. Il avait été considéré qu'il y avait des dossiers plus importants
 - ii. Depuis, il y a eu l'UNCRPD et le changement de paradigme
 - iii. Il est intéressant de se poser la question à nouveau
 - iv. Si changement, il faut qu'il fasse l'objet d'un consensus CSNPH/BDF/Conseils d'avis + politique → conférence interministérielle... Ce sera peut-être l'occasion de les forcer à se réunir
 - v. Au niveau de la Flandre, les ministres utilisent « personen met een beperking », ce qui déplaît à PG qui est déjà intervenu pour un retour à « personen met een handicap », sans succès → peut-être une bonne occasion aussi
- VvdE dit que les choses sont plus compliquées. Au niveau de VFG, on constate que les membres utilisent plus « persoon met een beperking » (PmB) que « persoon met een handicap » (PmH). PmB est beaucoup plus large et parle de beaucoup plus de gens. Mais le risque est aussi que l'on peut y mettre trop de choses. Elle se souvient très bien de ce que disait Ronald Vrydag au niveau de l'emploi : les personnes handicapées risquent d'être noyées dans le groupe plus large de « personen met arbeidsbeperking ». Cette discussion ne peut pas être oubliée. ON peut décider au niveau du BDF seul, mais il faut que le débat ait lieu ailleurs aussi et cela va être difficile.
- OME propose de reparler de ce point lors du prochain CA en le plaçant « tôt » dans l'ordre du jour. L'idée serait d'avoir une proposition, ou pas pour le pour Comité suivi de décembre. Le Comité de suivi décidera de quelle expression utiliser dans le rapport alternatif on peut passer à « Personne en situation de H » et « Persoon met een handicap » ou « Persoon met een beperking » pour essayer de coller au contenu de l'UNCRPD.
- Il continue : selon ce qui aura été décidé par le Comité des droits, le BDF demandera au CSNPH et aux Conseils d'avis de se pencher sur la question. Si le secteur décide de « changer d'expression, cela voudra dire qu'il faudra lancer le débat avec les ministres compétents, à tous les niveaux de la Belgique fédérale.

A09) Gouvernement fédéral : interpellation de la ministre Karine Lalieux

- VDE explique qu'une interpellation vers la ministre Lalieux est à l'OJ du CSNPH. Il y a un travail de préparation en cours pour la rédaction d'un avis

et la préparation d'une rencontre. Les principales attentes du BDF seront intégrées. Si vous avez des points d'attention particuliers, signalez-les.

- Le CA marque son accord. Il ne lui paraît pas nécessaire de demander une rencontre avec la ministre Lalieux maintenant. Cela pourra se faire au moment de la finalisation du rapport alternatif. Il demande juste que les représentants du CSNPH précisent bien à la ministre quand ils parlent en tant que BDF.

A10) BDF – Consultation du site Internet : statistiques

- VDE explique que le secrétariat n'a pas eu le temps de finaliser l'analyse.
- Le point est reporté au CA de novembre

B01) EPU – Version finale du rapport alternatif du BDF : soumission au Comité EPU

- KBH explique que le rapport a été envoyé jeudi. Elle a reçu un accusé de réception. Sera publié sur le site de l'ONU fin octobre. Elle a demandé, par un e-mail séparé, que le rapport alternatif du BDF soit identifiable sur le site de l'ONU contrairement à ce qui s'était passé la fois précédente où il fallait ouvrir toutes les contributions de coalition pour retrouver celle du BDF. C'est une question de visibilité. Le rapport alternatif est à la traduction en néerlandais.

B02) UN – Droits de l'enfant à la vie privée : Appel à soumission pour le 30/09/2020 : Soumission du BDF

- OME explique que la soumission a été envoyée dans les temps. Il a reçu les remerciements de l'équipe du commissaire spécial, mais elle y insiste sur le fait qu'elle apprécie beaucoup les réflexions relatives à la « vie privée électronique ».

B03) EDF – Board Berlin 31/10/2020-01/11/2020

- OME explique que le Board EDF aura lieu les 22 et 23 octobre et non les 31 octobre et 1^{er} novembre, en visioconférence. téléchargera les documents cet après-midi et les transmettra aux membres du CA. Il les analysera pour la fin de cette semaine.
- Gisèle Marlière y participera depuis Barcelone, sauf si la technique ne le lui permet pas. Pierre y participera pour l'AEH

B04) UE – Standardisation de l'environnement bâti – Courrier vers le BNB

- KBH explique qu'il y a un vote en cours concernant l'environnement bâti. Elle a interpellé le BNB sur son vote négatif lors d'un vote intermédiaire. Elle a obtenu une réponse disant que la Belgique finira par émettre un vote positif. La standardisation est un processus très complexe dans lequel le BDF n'a pas le temps de s'impliquer plus avant.

B05) UE – European Accessibility Act : suivi

- OME explique qu'il n'a pas eu le temps. Ce sera fait après la préparation du Board EDF

B06) UE – Accessibilité des trains – Applicabilité de la réglementation européenne : Relance EDF

- OME explique qu'un rappel a été transmis à Catherine Naughton. Elle a demandé à la remplaçante de Marie Denninghaus de s'en occuper...

B07) UE – Suivi du Semestre européen – Réunion du 25/09/2020 (GM + VDE)

- VDE explique qu'elles ont reçu le même genre d'informations lors de la réunion CSNPH – BAPN que ce que nous avons entendu de Monsieur – Godard Madame /Van Herck en point A04

B08) UE – Pilier social européen - Consultation-société civile – 30/11/2020 : état de la situation

- VDE explique qu'il y avait dans les documents le document A11 sur lequel il faudrait l'aval du CA. Elle a repris la plupart des items. L'idée est de dire ce qu'il faut faire. C'est un brouillon. Le point sera à l'ordre du jour du prochain CA pour la finalisation
- OME rappelle qu'il s'agit d'une consultation CE et que donc on est limité à 5000 caractères

B09) SDGs : CFDD : participation du BDF comme « observateur » : calendrier des réunions 4ème trimestre

- OME explique que :
 - i. à ce stade il n'y a pas de nouvelles concernant les réunions des groupes de travail
 - ii. PG assistera bien à la prochaine AG du CFDD...
 - iii. Le Forum belge des SDG's organisé par l'institut Fédéral pour le Développement durable (IFDD) aura lieu « on-line » les 28-29/10/2020. Merci de vous inscrire et de prévenir le secrétariat. Attention, toute la communication autour de ce Forum est en anglais uniquement... Ce n'est pas très « inclusif »

B10) ERA+EDF – Conférence annuelle UNCRPD : Access to justice : 21-23/10/2020 (on-line, anglais uniquement) : KBH + OME

- KBH est inscrite sur quota EDF. OME peut s'inscrire. Il le fera en fonction du temps disponible...

B11) CE – Discours de l'Union de Ursula Von Der Leyen : debriefing par la Représentation belge auprès de l'Union européenne

- KBH : la représentation de la BE a débriefé le discours de la Présidente de la Commission qui portait principalement sur l'économie, l'enseignement, les nouvelles technologies
 1. santé publique
 2. green deal
 3. ???
- Le tout était très court

XX) Divers

-